



Éric Woerth

L'opposition ne doit elle pas se montrer apaisante et républicaine en période insurrectionnelle ?

Maître Jean-Vasken Alyanakian présente le Ministre et introduit en rappelant le contexte dans lequel se déroule le déjeuner débat, soit sous fond de nécessité de rétablir l'ordre public. « On vous souhaite d'être un vrai réformateur aux commandes ». Sophie de Menthon, Présidente du Mouvement Ethic, rappelle que le thème de ce déjeuner a été choisi suite à des prises de position de l'opposition, rappelant que Laurent Wauquiez avait porté le gilet jaune ! En effet, si l'opposition se doit d'être en opposition, les entreprises dépendent du pouvoir en place et souhaitent que les textes les concernant soient votés lorsque ces derniers sont favorables.

Eric Woerth commence par analyser la situation dans laquelle nous nous trouvons, une crise politique, prenant une allure sociale, dont l'ampleur détone. Selon lui, on n'avait pas connu de crise telle depuis la crise économique de 2008. « Mai 68 était une crise d'espoir, actuellement nous vivons une crise de désespoir »



1) Qui est responsable de cette crise ?

Cette crise est selon lui le fruit de la politique menée depuis 18 mois.

Selon lui, il est invraisemblable de mener des réformes en faisant perdre du pouvoir d'achat aux 20% les plus modestes.

Cependant, le monde politique doit aussi prendre ses responsabilités, mais c'est un monde qui a toujours été décrié, y compris les grands hommes dont on s'inspire, comme De Gaulle, Clémenceau ou Churchill.

La classe politique doit donc être plus exemplaire et doit réformer le pays à une vitesse acceptable pour tous.

« Le gouvernement car il est méprisant, est entièrement responsable. Je pointe du doigt cette responsabilité, pleine et entière de ceux qui sont au gouvernement. »

2) A quoi est dû cette crise ?

Cette crise n'est pas économique, mais bien politique et sociale. Elle est venue des taxes, comme souvent notamment puisque qu'elles sont trop élevées. « *Nous sommes les champions du monde de l'imposition, des dépenses et des déficits.* » L'accumulation de mesures fiscales devient incompréhensible. Agiter des mouvements de fiscalité comme ceci est problématique. Pour l'opposition, la question de la disparition de la taxe d'habitation, de même que celle de la CSG, paraissent injustes fiscalement. L'augmentation du salaire des actifs en prenant aux retraités, mais le financement doit se faire autrement.

Cette crise s'explique aussi selon lui du fait d'une forte d'hostilité vis-à-vis du Président de la République, hostilité différente lors des présidences de François Hollande et de Nicolas Sarkozy. Celle envers Emmanuel Macron est guidée par un sentiment d'incompréhension, une part donnée à l'intellectualisation des réformes et non pas à leur humanisation. Cette vision verticale se heurte désormais au mouvement horizontal des gilets jaunes.

3) Comment sortir de cette crise ? Quel est le rôle de l'opposition ?

Il faut agir sur le pouvoir d'achat et cela passera par l'augmentation des salaires, avec des préalables :

-Améliorer les profits des entreprises pour qu'elles puissent distribuer aux actionnaires et aux salariés.

-Aller vers une qualification durable des Français

-Alléger les charges patronales : s'attaquer aux impôts de production, baisser l'impôt sur les sociétés et supprimer une partie des impôts de production

« Quand il n'y a plus d'alternative, il n'y a plus de démocratie. »

Pour ce qui est du rôle de l'opposition, il considère que son groupe *joue son rôle mieux que les autres*. Aussi, il considère que l'opposition est nécessaire de même que l'est la concurrence pour les entreprises. Cependant, il est nécessaire de faire passer l'intérêt général avant les divisions, mais celui-ci passe aussi par la critique constructive de l'opposition.

Sophie de Menthon l'interpelle sur les dépenses de l'État, sujet qui n'a toujours pas été évoqué. Il rappellera avoir présenté un plan d'économie et critique le fait que le gouvernement ait enterré rapport Cap2022. Il souhaite une véritable continuité de l'État.

Le plan proposé par son groupe sur la réduction de la dépense publique portait deux sujets :

1- Le coût de production du service public : réduire son coût et lier avec un coût d'efficacité, qui sont les impôts. Cela passerait par le fait de réduire le nombre de fonctionnaires.

2- La taille du modèle social : représente 50% de la dépense publique, mais sommes nous heureux de notre modèle social ?

Repousser l'âge de la retraite, la politique de santé, le SMIC, ces questions doivent se poser pour diminuer les dépenses.

Cependant, cela est souvent plus facile à dire qu'à faire. Il reprend l'exemple de la réforme des retraites, à l'époque l'Assemblée nationale était partante, mais les journaux et les syndicats étaient contre. Au journal de 20h, des reportages montraient les pires exemples possibles pour casser la réforme. Il déplore le manque de soutien faisant que des projets s'effondrent rapidement comme la fusion des administrations ou la loi TEPAL pour réduire les impôts .

Questions de la salle

Leonidas Kalogeropoulos, Président de Médiation & Arguments : A chaque fois qu'un problème survient en France, le kit de solution est de créer une taxe, une loi, une administration. Comment y faire face ? Aussi, nous avons peur pour notre pays. Il y avait la possibilité de se dire « on arrête tout cela » afin que notre vie commune ne fissure trop gravement, des messages d'apaisement qui n'ont pas été donnés par l'opposition après l'allocution du Président.

Il est vrai que « les taxes comme une solution universelle en France » n'est pas un argument faux, qui s'explique aussi parce que l'on est le pays qui dépense le plus. Il est donc nécessaire de trouver d'autres solutions, notamment la réduction des dépenses publiques. Les mesures annoncées par le Président de la République doivent être gagées et ne pas être une nouvelle source de dette. L'écart avec les pays voisins de la zone euro, de l'OCDE, s'aggrave, et n'est pas bon pour l'image du pays. La réduction des dépenses publiques doit se faire de manière pérenne, en ayant un modèle social où l'on s'y retrouve. Tout n'est pas à jeter, car on est fiers de notre modèle, mais cela ne peut se faire à n'importe quel prix.

En outre, les mouvements créent de la peur par nature. Il ne pense pas pour autant que l'opposition ait mis de l'huile sur le feu, n'ayant pas appelé à manifester. « On a dit qu'on avait compris la colère des français. On a fait ça de manière appropriée en demandant de stopper les manifestations après les annonces du Président. »

« En période de crise, à chaque fois que l'on avance une proposition, elle n'est pas écoutée car le mouvement veut se poursuivre. »



Stéphane Français, Président de Thompson Computing :

Si demain votre parti politique revient au pouvoir, qu'allez-vous faire pour soutenir les jeunes sociétés dans un monde ultra concurrentiel ? Aussi, vous avez dit qu'il fallait augmenter les salaires et mieux former les gens. L'augmentation des salaires dans une économie mondialisée n'est pas bon et la formation des chômeurs va engranger une hausse de la dépense publique. Il faudrait plutôt réduire la durée de perception des allocations chômage et mettre les chômeurs en entreprises avec prime pour les entreprises.

En France, il faut des services plus développés et de meilleurs produits. On ne peut avoir du moyenne gamme trop chère. Pour cela, il faut baisser les dépenses publiques pour laisser de l'argent dans la poche des entreprises et consommateurs. L'objectif est d'améliorer la compétitivité des entreprises, ce qui passera par une meilleure rémunération des actionnaires et salariés. Concernant les qualifications, celles-ci doivent augmenter, pas seulement celles des chômeurs mais des Français en général. Pour que cela soit efficace, il faut que les gens soient mieux formés initialement. Il faut fusionner les lycées professionnels et les licences d'apprentis, rapprocher les branches, qu'elles soient mieux organisées. L'organisme France compétence est gigantesque et sera dénoncé par la Cour des Comptes. Il serait préférable que les entreprises prennent le lead concernant la formation.

Il exprime certains doutes sur la capacité du gouvernement à mettre en œuvre des réformes profondes, notamment celle des retraites, surtout que l'État n'a pas d'argent à dépenser dans ce nouveau système de convergence. Les réformes déplaisent puisque l'on devient un État plus incitatif mais moins protecteur.



Sophie de Menthon, Présidente du Mouvement Ethic :

Est-ce que l'opposition aide ? Aussi, les réformes ne sont pas expliquées de manière assez vigilante, manquent de pédagogie. Comment changer cela ?

On pose souvent la question de l'opposition mais lui souhaite que l'on se pose une autre question, à savoir de la rigidité de la majorité en place. « *C'est aussi à elle de tendre la main. Et il n'y a pas d'invitation à le faire* ». L'opposition ne combat que les mesures qu'elle pense être mauvaises, ce qui avait été le cas de la taxe carbone.

Concernant les réformes, cela est dû à la différence entre les entreprises et l'État est que ceux qui gouvernent ont 65 millions de consommateurs, de clients. La méthode d'entreprise ne peut s'appliquer à la vie publique.

Jean-Vasken Alyanakian, Avocat à la Cour : Comment se fait-il que les rapports et les états des lieux des gouvernements précédents ne soient pas pris en compte par ceux au pouvoir ? Il est grand temps que des rapports soient passés d'un mandat à un autre, avec une véritable transparence.

Il y a une discontinuité de l'État. Le nouveau gouvernement souhaite toujours faire autrement. Par exemple, on avait gelé les salaires pendant la présidence Sarkozy, avec une rémunération en fonction de l'inflation et rémunération au mérite collectif et individuel. Hollande a tout supprimé. Cela ne pourra être le cas avec la réduction des dépenses publiques doit se faire de manière pérenne, avec une méthode de revue régulière des politiques publiques. On a besoin de continuité de l'État et celle-ci s'incarne dans l'administration.

Enfin, il s'oppose à la réforme de la constitution, notamment sur la réduction des parlementaires car en faisant cela on éloigne les parlementaires de la population pour les rapprocher du Président. Cette situation va aboutir à une Assemblée hors sol. S'il y a en a encore aujourd'hui qui ont eu des responsabilités locales, bientôt ce ne sera plus le cas. Il est possible d'être député et conseiller régional Ile-de-France par exemple. Il est vrai que les politiques ne doivent pas être des professionnels, mais en même temps s'ils font ça c'est que ça les passionne. Il est donc nécessaire de mettre en place des règles du jeu. « Je préfère que les politiques soient des professionnels plutôt que des amateurs. »